RÈGLEMENT INTÉRIEUR FNLV

Article 1 - REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES ADHÉRENTS

La fédération se compose des Lieux de Vie et d'Accueil et des groupements adhérents qui devront être agréés par le conseil d'administration.

Autant que faire se peut, les adhérents s'organisent autour des FRLV (Fédérations Régionales des Lieux de Vie et d'accueil), organes déconcentrés de la FNLV au niveau local. La création, le fonctionnement et l'adhésion des Fédérations régionales sont définis dans le règlement intérieur.

En l'absence d'une FRLV, les adhérents peuvent être représentés par un coordinateur territorial mandaté.

Les membres actifs :

Sont dénommés membres actifs les LVA adhérents, à jour de leur cotisation.

- A l'Assemblée générale, les membres actifs présents sont porteurs d'une voix.
- Chaque représentant d'une FRLV est porteur du nombre de voix que représente sa région, déduction faite des membres actifs de sa région, présents aux délibérations.

Membres Postulants :

Sont dénommés **membres postulants** les adhérents Porteurs de projets de LVA en attente d'autorisation, à jour de leur cotisation.

Les membres associés :

Sont dénommés **membres associés**, les représentants des groupements indépendants adhérents à la Fédération nationale, à jour de leur cotisation.

Article 2 - MODALITÉS D'ADHÉSION

Lors de la première adhésion, le LVA candidat adresse sa demande d'adhésion, en remplissant intégralement le bulletin destiné à cet effet, accompagné du montant de la cotisation annuelle. Il s'engage à respecter les statuts de la FNLV, son règlement intérieur et sa Charte.

- Il adresse sa demande d'adhésion au trésorier national ou au secrétaire général, accompagnée des documents suivants :
 - les statuts de l'organisme gestionnaire du LVA,
 - L'arrêté d'autorisation de création du LVA,
 - le récépissé de déclaration en préfecture, ou au greffe du tribunal de commerce,
 - la liste des personnes chargées de l'administration du LVA et la charte signée.
 - le règlement de la cotisation
- Les renouvellements d'adhésion peuvent se faire en remplissant le formulaire de renouvellement adressé au trésorier ou au secrétaire général. Le règlement peut se faire par virement bancaire ou par chèque.
- L'adhésion est annuelle et court du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre de l'année concernée.

Article 3 - MONTANT DES COTISATIONS

- Le montant des cotisations est échelonné en fonction de la capacité d'accueil du LVA Adhérent et de ses moyens.

Les montants des adhésions sont les suivant en fonction de leur statut :

-La cotisation des **membres adhérents** est de 0,15% du chiffre d'affaires déclaré soit l'opération suivant :

Chiffre d'affaires (déclaré) x 0,0015 = cotisation

- La cotisation des **membres postulants** est de **100 euros**

-La cotisation des membres associés est de 0.15% du chiffre d'affaires, sur la base de 14.5 x smic horaire brut et de 10 accueillis sur une année pleine :

$$14.5 \times \text{SMIC} \times 10 \text{ accueillis} \times 365 \times 0.0015 = \text{cotisation}$$

- La part régionale est reversée à chaque FRLV au plus tard le 31 mars de chaque année concernée, sous réserve :
 - *que les FRLV aient mis leur statut en conformité avec le modèle transmis par la FNLV et qu'elles transmettent chaque année les PV de leur AG et la liste des membres élus de l'année N-1 d'une part,*
 - *et d'autre part que le président de région ou un administrateur désigné soit investi dans les travaux de la FNLV.*
- Cette part est de **60 euros** par LVA adhérent et est révisable sur proposition du CA.
- Une régularisation éventuelle est effectuée au 31 octobre.

Article 4 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- L'assemblée Générale a lieu chaque année à une date fixée par le Conseil d'administration.
- Elle approuve les comptes de l'exercice qui court du 1^{er} janvier au 31 décembre, statue sur les projets de budget, décide les orientations de la politique générale de la Fédération, ratifie le règlement intérieur et ses modifications.
- Elle se prononce sur le montant de la cotisation.
- Les membres souhaitant voir un point précis abordé à l'AG devront en faire la demande au Bureau, au moins 30 jours avant la date fixée pour la réunion.

Article 5 - LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES ET LES COORDINATEURS TERRITORIAUX

LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

Les Fédérations régionales sont des organes déconcentrés de la FNLV, elles concourent à la promotion et au développement des actions de la FNLV.

La FNLV peut constituer, sous la forme d'associations de la loi 1901 des fédérations régionales chargées de la représenter dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution des missions qu'elle leur confie. Leur ressort territorial correspond à celui des services de la région administrative, il ne peut en être autrement que sur autorisation de la FNLV.

Les organes déconcentrés régionaux sont placés sous le contrôle direct de la FNLV. Les organes déconcentrés départementaux (Comités départementaux) sont placés sous le contrôle de l'organe déconcentré régional territorialement compétent (*ou directement la FNLV si l'organe régional n'existe pas*).

Les statuts des fédérations régionales constituées sous forme d'associations loi 1901 doivent être conformes aux statuts et règlement intérieur « types » adoptés par la FNLV. Les statuts et les règlements intérieurs des fédérations régionales doivent évoluer et être mis à jour au fur et à mesure de l'évolution des statuts et des règlements intérieurs « types ».

En cas de défaillance d'un organe déconcentré mettant en péril l'exécution d'une ou des missions confiées par la FNLV, le Bureau fédéral peut prendre toute mesure utile, telle que :

- la convocation d'une assemblée générale,
- la suspension ou le retrait de la délégation fédérale
- l'attribution, à tout autre organe fédéral ou personne physique, du pouvoir de pallier à cette défaillance.
- Destituer le Bureau FRLV en place.
- Nommer un coordinateur territorial.

Les Présidents siègent ou mandatent un autre membre de la région pour siéger au CA de la FNLV.

Les fédérations régionales sont autorisées à entreprendre des actions au nom de leur région, elles sont tenues d'en informer le bureau de la FNLV

LES COORDINATEURS TERRITORIAUX

En cas d'inexistence d'une FRLV, à la suite d'une défaillance d'une FRLV, ou pour faciliter le travail d'un organe déconcentré dont le territoire serait trop étendu, le CA de la FNLV peut nommer un coordinateur territorial. Ce coordinateur territorial pourra être volontaire, proposé par les LVA de son secteur, ou proposé par le CA de FNLV.

Sa fonction sera validée par un vote des LVA concernés par son territoire, lors d'une réunion convoquée spécialement, avant validation par le CA national.

En cas d'absence ou de défaillance de la FRLV concernée, l'objectif principal du coordinateur local sera de reconstruire cet organe déconcentré.

Il siègera au CA de la FNLV et sera porteur d'une seule voix.

Article 6 - COMMISSIONS DE TRAVAIL

- Des Commissions de travail peuvent être créées ou entérinées par le CA, à titre permanent ou temporaire.
- Le CA définit le mandat et les objectifs de ces commissions, et en nomme le responsable.
- Les Commissions sont composées de représentants des LVA adhérents. Sur invitation du responsable, d'autres personnes peuvent s'y joindre.

Article 7 - COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Les informations sont transmises aux LVA adhérents, aux fédérations régionales et aux membres associés.
- Ces informations seront données en priorité par courrier électronique (**Courriel**).
Les adhérents doivent disposer des moyens techniques pour recevoir cette information ou faire la démarche d'aller la chercher là où elle se trouve.
- Un bulletin d'information « **Vivre Avec** » est distribué aux adhérents.
- L'annuaire, les comptes rendus d'A.G., des réunions du CA et des différentes actions de la Fédération sont consultables sur le site Internet de la FNLV.

Article 8 – ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS (MEMBRES POSTULANTS)

Les membres postulants bénéficient des services et outils proposés par la FNLV à ses adhérents (site internet, documentations, réseau locaux).

Lors de l'adhésion, les informations suivantes leur sont transmises : documents sur les différents statuts juridiques, documents sur le cadre législatif, documents sur le cadre du travail, exemple de Budget Prévisionnel et de projets, mise en lien avec des LVA implantés sur le territoire visé. Leur cotisation est fixée à 100 euros.

Un accompagnement plus poussé peut leur être proposé sur demande moyennant un financement supplémentaire : 300 euros comprenant une aide à l'écriture et relecture du projet, assistance dans les relations avec les autorités de tutelle concernées, soutien (y compris juridique) en cas de rejet du projet par les autorités de tutelle

S'il est nécessaire et demandé de se déplacer sur le site du futur LVA, une participation supplémentaire sera demandée.

Le 23/06/2023 Le Président